

# Les ETI, maillon décisif de la souveraineté économique



**Fanny LETIER**

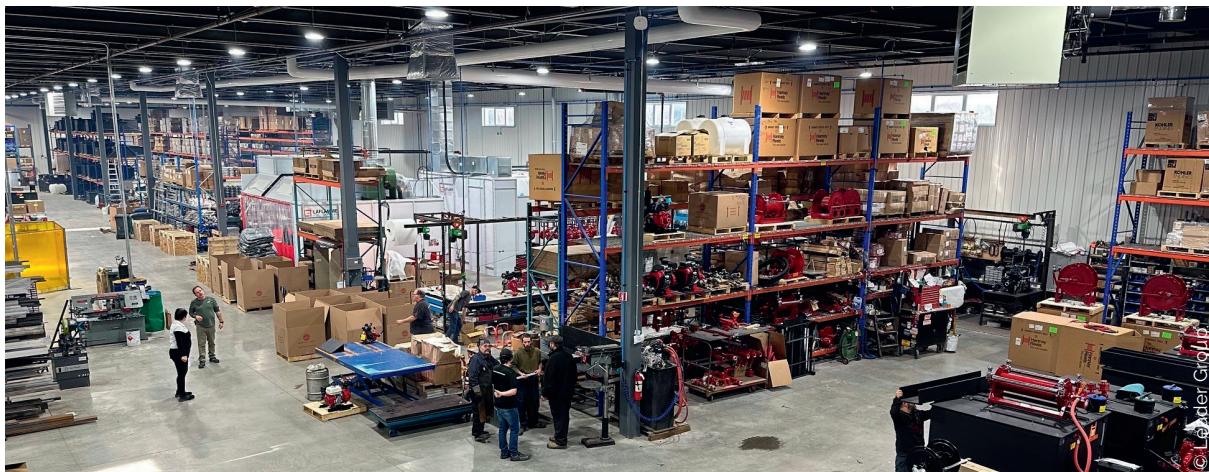
Cofondatrice de GENEO Capital Entrepreneur

Dans un monde fracturé, chaque crise agit comme un révélateur de nos vulnérabilités : pandémie, guerre en Ukraine, rivalité sino-américaine, tensions sur les métaux critiques, flambée énergétique, multiplication des cyberattaques... Notre continent n'a pas été épargné ces dernières années. Face à ces secousses, deux impératifs s'imposent : retrouver de la souveraineté économique d'une part et renforcer la résilience de notre modèle. La première suppose de sécuriser nos approvisionnements, nos capacités de production, notre autonomie énergétique et numérique. La seconde consiste à encaisser les chocs et à rebondir. Or, ces deux exigences reposent largement sur les épaules d'acteurs discrets mais stratégiques : les entreprises de taille intermédiaire (ETI).

Leur poids économique est sans commune mesure avec leur nombre : 0,2 % des entreprises françaises concentrent 25 % de l'emploi privé, 26 % de la valeur ajoutée, 32 % des exportations et 25 % de la R&D. Chaque emploi direct génère 3,5 emplois indirects, et entre 2009 et 2023, les ETI ont créé plus de 228 000 emplois quand les grands groupes en détruisaient. Ancrées dans les territoires, elles irriguent l'innovation et structurent les filières industrielles.

**Face aux secousses géopolitiques,  
se réorganiser pour mieux durer**

Les chaînes d'approvisionnement mondialisées se sont fissurées en quelques années. Intégrées à ces flux, les ETI ont été contraintes d'inventer des al-



ternatives : relocalisation partielle, constitution de réseaux de fournisseurs plus proches, diversification des implantations. Elles ont aussi compris que la souveraineté ne se joue pas seulement dans le physique : la dépendance numérique et la cybersécurité sont devenues vitales, alors qu'un tiers des cyberattaques par rançongiciel ciblent déjà PME et ETI.

Leur atout ? Une agilité incomparable : cartographier les risques, anticiper, transformer la contrainte en opportunité.

## L'énergie, colonne vertébrale de la compétitivité

Sans énergie compétitive et stable, il n'y a pas de réindustrialisation. La fin de dispositifs comme l'ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique) accentue l'incertitude, tandis que la volatilité des prix menace directement les ETI, grandes consommatrices. La solution passe par des contrats industriels de long terme, mêlant nucléaire, renouvelables et autoconsommation, appuyées par une régulation claire.

La dynamique est là : 63% des ETI prévoient d'augmenter leurs investissements environnementaux en 2025, mais elles ont besoin d'un cap et d'une visibilité pour accélérer.

## Investisseurs engagés : le capital patient comme allié

La souveraineté ne se décrète pas, elle se finance. Les ETI n'attendent pas des subventions ponctuelles, mais des partenaires de long terme, capables d'accompagner leur mutation. C'est le rôle du capital patient, de l'evergreen, qui mise sur des projets renforçant la résilience, accélérant la décarbonation et consolidant l'ancrage territorial. Pour les dirigeants d'ETI, l'enjeu est clair : obtenir des clients, de la stabilité et une vision stratégique, plutôt qu'un soutien éphémère.

Cette dynamique ne concerne plus seulement les institutionnels. L'initiative récente de fonds comme GENEO, avec le lancement d'une SLP (Société de Libre Partenariat) accessible dès 100 000 euros – quand le précédent ticket était à 500 000 –, est un signal fort : l'investissement dans le capital patient des PME et ETI est désormais possible pour toute une nouvelle génération d'investisseurs, dirigeants ou familles. Ce mouvement traduit un enjeu de souveraineté financière autant qu'industrielle : élargir la base des acteurs prêts à soutenir durablement nos entreprises ancrées dans les territoires.

## La commande publique : un levier sous-exploité

Avec 248 milliards d'euros par an en France et plus de 2 000 milliards en Europe, la commande publique est l'un des leviers les plus puissants de souveraineté. Pourtant, seuls 27% des marchés publics bénéficient aux PME et ETI, tandis que les grands groupes en captent l'essentiel.

Il est temps d'assumer un choix stratégique : réservé une part significative des marchés aux entreprises européennes, intégrer des critères de durabilité et d'impact territorial, simplifier les procédures. Autant de mesures qui feraient des ETI des partenaires naturels de la puissance publique.

## Territoires : l'ancrage comme levier de souveraineté

La souveraineté ne se décrète pas depuis Paris ou Bruxelles, elle se bâtit dans les territoires. Les ETI y occupent une place centrale : elles représentent un tiers des emplois manufacturiers, 75% de leurs sites sont implantés en villes moyennes ou zones rurales, et 90% des ETI industrielles privilégient l'ancrage local plutôt que la délocalisation. Leur rôle dépasse l'économie : elles sont aussi des acteurs de cohésion sociale.

L'autonomie économique ne saurait être qu'un vague slogan : elle doit devenir une pratique quotidienne. Pour la France et l'Europe, elle repose sur trois leviers :

- Résilience, en sécurisant l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et le numérique.
- Investissement, via un capital patient aligné avec le temps long.
- Commande publique, orientée comme outil stratégique.

Si ces leviers s'articulent, les ETI deviendront le bras armé d'une indépendance retrouvée, alliant compétitivité, durabilité et justice territoriale. Faire de la France une ETI-Nation, c'est choisir un modèle robuste, enraciné et tourné vers l'avenir. ■

